# L’AFRIQUE: VERS UN MEILLEUR AVENIR?

[**Issue Number 106 - October 2018**](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/106-d)

**L’Afrique: vers un meilleur avenir?**
Préparé par: Dr.Amine Lebbos
Professeur de siences politiques à l'université libanaise

**Introduction**

Si on parle toujours de la croissance économique de la Chine, de l’Inde, et des autres pays du sud-est asiatique et de leurs poids grandissants sur la scène internationale, on perçoit la persistance de la marginalisation de l’Afrique, malgré les signes annonciateurs d’une véritable dynamique de développement avec une croissance de 3.4% pour l’Afrique subsaharienne en 2018 selon le FMI.

Les Etats africains à peine libérés de la domination coloniale, se heurtent à divers défis, apparemment sans fin, allant des guerres civiles, de l’instabilité politique, aux épidémies en passant par une insuffisance alimentaire et une pauvreté galopante. De plus, avec l’effondrement du bloc de l’Est, l'Afrique perd du jour au lendemain tout intérêt stratégique pour les occidentaux qui consacrent leur aide au développement à l'Europe de l'Est. Même les entreprises et les investisseurs occidentaux se retirent du marché africain en laissant la place aux ONG et aux institutions internationales. L'Afrique des années 1990, marginalisée, devient un objet de toutes les attentions, un continent à surveiller de près.

Dans les années 2000, l'Afrique est rentrée dans une nouvelle ère caractérisée par une croissance annuelle sans précèdent, quatre fois supérieure à celle de l'Europe. Les Etats africains reprennent les commandes de leurs politiques économiques et la relation de l'Afrique au reste du monde se normalise[[1]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn1%22%20%5Co%20%22).

Les potentialités qu’enferme ce continent suscitent actuellement un regain d’optimisme. C’est dans ce continent qu’on trouve tous genres de ressources naturelles et une population qui est la plus jeune au monde et qui peut être un atout si le continent investit dans la formation et l’éducation.

Malgré qu’il soit très difficile de faire des prévisions exactes pour les prochaines décennies, toutes les indications économiques et les informations financières nous poussent à penser qu’au cours des trente prochaines années, l’Afrique aura toutes les chances pour constituer une zone économique active et compétitive. Les estimations faites par la Banque africaine de développement laissent apparaître que le produit intérieur brut (PIB) et le PIB/habitant devraient connaître une croissance continue jusqu’à 2060[[2]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn2%22%20%5Co%20%22). Pour cette Banque, la plupart des pays africains auront atteint le statut à revenu intermédiaire de la tranche supérieure[[3]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn3%22%20%5Co%20%22) et donc l’élimination des formes extrêmes de la pauvreté.

Au cours des années à venir, le développement des pays africains résultera d’un certain nombre d’indicateurs de changements, ainsi que des transformations de politiques économiques qu’ils auront adoptés face à l’évolution de la situation économique mondiale.

L’Afrique, prochaine puissance industrielle? Peut-elle devenir la prochaine usine du monde? Les économies africaines sont-elles en voie d’émerger? la croissance est-elle conjoncturelle, ou structurelle? Et enfin, peut-on un instant penser gérer les affaires du monde sans l'Afrique, dont la population attendue d'ici trente ans représentera le double de celles des Etats-Unis et de l'Europe réunies?

Des questions qui peuvent paraître étranges, car jusqu’ici, le continent africain a été le grand absent des analyses et projections macro-économiques à moyen terme et à long terme. Pourtant, certains pays s’industrialisent et se développent, comme l’ile Maurice, le Maroc, l’Ethiopie et la Tanzanie. L’Afrique sera également de par le marché qu'elle forme – un vaste espace de près de deux milliards de consommateurs à l'horizon 2050.

Certainement, l’Afrique de demain inquiète, tant les pressions migratoires[[4]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn4%22%20%5Co%20%22), écologiques et sociales seront des plus fortes.

Dans cet article, nous allons traiter, les points forts et faibles de l’Afrique et se lancer dans l’analyse des perspectives surtout économiques afin de répondre à la problématique centrale qui est: si le continent africain est en phase de rattrapage économique.

**A- Les moteurs de développement de l’Afrique**

Les taux de croissance enregistrés depuis une quinzaine d'années qui varient entre 5 à 8 % par an sont-ils conjoncturels et donc réversibles, ou structurels, mettant ainsi le continent dans une phase de rattrapage économique, comme l'Asie a pu la connaître depuis les années 1990? Une question posée par les spécialistes économiques de l’Afrique. En d'autres termes, les bases de cette croissance sont-elles assez cohérentes pour assurer un développement durable de l'Afrique ?

En fait, plusieurs moteurs participent au développement du continent on citera quelques-uns dans notre article.

**1) Les matières premières: des outils de croissance**

La montée en puissance des économies émergentes depuis l’an 2000 a fait exploser la demande en minerais. En Afrique, le secteur extractif (mines, hydrocarbures) représente un poids économique important et s’appuie sur un potentiel géologique considérable: 7,6 % des réserves mondiales de pétrole, 7,5 % des réserves mondiales de gaz naturel, 40 % des réserves mondiales aurifères, et entre 80 % et 90 % des réserves mondiales de chrome et platine[[5]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn5%22%20%5Co%20%22). L’exploitation des ressources naturelles est donc un enjeu primordial pour les États producteurs car elle est la source essentielle de leurs revenus et le moteur de leur développement. Par la diversité de ses ressources et l’importance de ses réserves (de l’ordre de 30 % des réserves mondiales), l’Afrique apparaît comme un acteur inéluctable sur le marché minier qui ne peut que monter en puissance.

La demande internationale de métaux augmentera dans l’avenir de manière spectaculaire pour répondre aux demandes des pays à fortes croissance comme la Chine et l’Inde. La forte demande devrait se traduire par un maintien voire une augmentation des cours des métaux et pousse les Etats ou les investisseurs étrangers à l’exploitation de gisements jusqu’ici non-rentables.

**a- L’Afrique en position dominante sur les métaux précieux.**

L’Afrique, riche en minerais de toutes sortes, occupe une importante place sur les marchés des métaux précieux et des diamants. Sur les 3 158 tonnes d’or officiellement produites à travers le monde en 2015, 15% proviennent du continent africain, notamment d’Afrique du Sud, du Mali, du Ghana et de Tanzanie[[6]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn6%22%20%5Co%20%22). Le Botswana, l’Afrique du Sud, la Namibie, la RDC, le Zimbabwe et l’Angola représentent, à eux seuls, plus de 44 % de la valeur de la production mondiale de diamants de joaillerie en 2016, soit 31,1 millions de carats sortis de leurs sous-sols. En y ajoutant les diamants industriels, l’offre de ces pays s’est élevée à 54 millions de carats en 2016, soit environ 42% de l’offre mondiale[[7]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn7%22%20%5Co%20%22). La République démocratique du Congo pourrait rejoindre les grands producteurs d’or. Quant au platine l’Afrique du Sud a produit 70 % de l’offre brute sur le marché soit plus de 4.3 millions d’onces 70 %[[8]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn8%22%20%5Co%20%22).

**b- Le pétrole et le gaz: Des tremplins pour le développement.**

La part du pétrole africain a dépassé les 10 % de la production mondiale en 2014 et a atteint près de 20 % du volume mondial des exportations[[9]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn9%22%20%5Co%20%22). La production augmentera dans l’avenir, quoique plus lentement, en raison de l’augmentation des coûts de production sur des gisements de plus en plus couteux et du marché international déprimé.

Le continent africain est une région attrayante pour l’exploration et la production d’hydrocarbures du fait de l’existence des grands gisements de pétrole et de gaz naturel qui sont sous-exploités, et de la probabilité de nouvelles découvertes significatives à terre ou offshore, et l’existence de cadres juridiques et contractuels plutôt incitatifs.

Dans les prochaines années, des nouveaux pays africains deviendront producteurs et exportateurs de pétroles et du gaz. Parmi ces pays on trouve notamment l’Ouganda et le Kenya pour le pétrole, le Mozambique et la Tanzanie pour le gaz naturel, et le Sénégal pour le pétrole et le gaz. Tullow Oil[[10]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn10%22%20%5Co%20%22) a ainsi évalué à 1,7 milliard de barils les ressources pétrolières mises à jour dans la région du lac Albert en Ouganda.

Les investissements dans la filière pétrolière par les majors ont eu des retombées sur les économies nationales, notamment au niveau de recrutement de la main d’œuvre locale et aux transferts des savoir-faire.

L’une des évolutions marquantes du continent dans les années à venir, est la valorisation du gaz. L’envol du GNL africain – déjà très développé au Nigeria et en Algérie – devrait connaître à terme un nouvel essor sur les côtes Est du continent, avec les découvertes de très grands gisements notamment, en Mozambique et en Tanzanie.

**2) la croissance démographique: une opportunité pour l’Afrique.**

En dehors de quelques pays de l’Afrique Australe et de certaines îles, la croissance démographique en Afrique subsaharienne est parmi les plus élevées dans le monde, mettant le continent face à des taux de pauvreté plus élevés, à moins d’investissement par enfant, à une augmentation de chômage ou de sous-emploi et une tension sociale. Mais la croissance démographique ne mène pas forcément à une catastrophe. Si on parle des structures pyramidales de la population et non pas de la taille de celle-ci, les perspectives pour l’Afrique peuvent être positives. La baisse de la natalité accroît mécaniquement le revenu par habitant dans le court terme et peut renforcer l’épargne et les investissements sur le long terme. Déjà on constate que dans certains pays africains où l’accès à l’éducation facile (tout particulièrement celle des filles), est un catalyseur essentiel de la baisse du nombre d’enfants et du passage d’un taux de fécondité élevé à un taux faible, ainsi, le taux de fécondité y varie fortement avec le niveau d’éducation des femmes[[11]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn11%22%20%5Co%20%22).

À court terme, la vitalité économique de la région peut offrir aux gouvernements des Etats africains une certaine marge de manœuvre budgétaire qui leur permet de mettre en place des politiques ciblées qui ont pour objectifs d’accélérer le déclin de la natalité et à tirer profit de la transition démographique résultante.

**3) Le secteur privé et la démocratisation, boostent l’économie africaine**

Les dirigeants africains en réalisant qu'aucune croissance durable et rapide ne serait réalisable sans investissements privés et une meilleure gouvernance, ouvrent leurs marchés intérieurs au secteur privé en quête de partenariats et font quelques concessions au niveau politique.

**a- Un secteur privé en pleine expansion**

Les reformes économiques menées par les Etats africains dans les années 90, ont conduit à une plus grande ouverture en direction du secteur privé ce qui était un moteur essentiel de croissance. Pratiquement tous les Etats africains ont suivi la voie de la stabilité macroéconomique, l’ouverture des marchés à la concurrence et la libéralisation des taux de change. Egalement, la majorité des Etats du continent ont créé un environnement favorable pour le développement du secteur privé, en mettant en place des nouvelles politiques économiques basées sur les aides et les incitations (réduction fiscale, facilité d’établissement des entreprises etc.) ce qui a contribué à renforcer la crédibilité de ces Etats et à conforter la confiance du secteur privé (national et étranger) dans les économies locales et de promouvoir des nouveaux investissements. En grande partie l’accélération de la croissance enregistrée par les économies des pays africains dans les années 2000 est dûe au développement du secteur privé.

**b- La démocratisation: un processus en cours.**

L’Afrique ne peut pas se développer sans démocratie. Elle est indispensable pour améliorer la gouvernance et gérer les tensions ethniques qui freinent les efforts de développement sur le continent.

Le début des années 1990 marque l’entrée de l’Afrique dans une nouvelle vague de transition démocratique. Ce processus a abouti à la mise en place dans la majorité des pays du continent, de nouvelles constitutions consacrant le pluralisme, le respect de droits et les libertés publiques. Ce processus a permis d’installer les premiers jalons de l’Etat de droit et d’organiser des élections[[12]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn12%22%20%5Co%20%22).

En fait, cette vague de démocratisation n’a pas touché les Etats africains de la même manière. La transition s’est faite selon les pays «par le haut» ou «par le bas». Dans le premier cas, les transitions se sont opérées notamment à travers un accord entre la classe dirigeante (Burkina Faso, au Ghana et au Sénégal). Généralement, les oppositions ont été confrontés à des régimes arbitraires, qui ont fait quelques concessions politiques tout en veillant à contrôler la transition – avec succès – afin de garder leurs pouvoirs. Dans certains cas, pour préserver leurs pouvoirs certains chefs d’Etat amendent la constitution ou instrumentalisent certaines institutions, notamment l’Assemblée parlementaire.

Malgré tout, des améliorations significatives ont été accomplies par de nombreux pays africains, Les transitions politiques, à terme, ont dans certains cas recomposé le paysage politique et réconforté la société civile au détriment du régime autoritaire en place.

**4) Un continent de plus en plus ouvert.**

Depuis les années 2000, les pays africains attirent beaucoup d’investisseurs étrangers dont beaucoup proviennent des pays émergents (à leur tête la Chine).

Ils pourraient permettre à certains pays du continent de décoller économiquement, à condition que les dirigeants politiques les utilisent correctement.

**a- Les investissements en Afrique:**

L'Afrique attire de plus en plus les investisseurs. Ils parient sur les ressources naturelles du continent, ainsi que sur une population très jeune, qui constitue un marché probablement très important. Les investisseurs sont surtout des firmes multinationales européennes, américaines et plus récemment, chinoises, indiennes, brésilienes ou des entreprises des pays du golfe Persique qui s'intéressent à l'Afrique, notamment pour y acquérir des terres agricoles ou investir dans l'exploitation des matières premières.

Les investissements directs étrangers (IDE) en Afrique ont chuté[[13]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn13%22%20%5Co%20%22) à 42 milliards de dollars en 2017 contre 52,5 milliards en 2016, soit un recul de 21%[[14]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn14%22%20%5Co%20%22), cette chute est dûe à la faiblesse des prix du pétrole et les résultats négatifs de la récession du secteur des matières premières. Toutefois, cette baisse diffère selon les régions. L'Afrique de l'Est est la région où les IDE ont le moins reculé, à peine -3%. La région du Maghreb-Machrek a aussi bien résisté (-4%) avec l'Égypte qui reste le champion des investissements en Afrique. La chute était plus brutale pour l'Afrique centrale (-22%) et surtout l'Afrique australe (-66%) pour atteindre 3,8 milliards de dollars[[15]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn15%22%20%5Co%20%22).

Les pays qui ont su préserver le flux IDE sont ceux qui ont diversifié leur économie, notamment à travers des industries manufacturières ou des nouvelles technologies. C'est le cas de l'Éthiopie par exemple, qui a attiré 3,8 milliards de dollars d'IDE en 2017, grâce notamment à la mise en place des zones économiques spéciales[[16]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn16%22%20%5Co%20%22), également, l'Égypte qui est devenue une des destinations d'investissements favorites de l'Afrique en 2017 avec 7,4 milliards de dollars[[17]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn17%22%20%5Co%20%22).

**b- La diaspora africaine: une manne pour l’économie du continent.**

L'ouverture de l'Afrique est aussi accélérée par l'importance des diasporas africaines dans le monde, particulièrement en Europe. Aux migrants économiques s'ajoute le «brain drain» des jeunes diplômés. Aujourd’hui, les transferts de fonds des diasporas représentent plus de trois fois l’aide publique au développement.

Les diasporas sont en effet une force immanquable. C’est vrai que les fonds envoyés par les africains sont principalement consacrés à régler des problèmes d'ordre social (soins de santé, frais scolaires, logement, etc.) mais peuvent aussi constituer des capitaux de départ aux investissements locaux.

Les transferts d’argents vers les familles des travailleurs sont parfois la première source de capitaux dans certains pays comme le Sénégal (10% du PIB) ou le Mali est une question de survie pour les habitants du Liberia (25% du PIB), des Comores, de Gambie. En Afrique, les trois grands bénéficiaires sont le Nigeria, l’Egypte (20 milliards pour chacun) et le Maroc[[18]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn18%22%20%5Co%20%22).

Selon la Banque mondiale, ces transferts vers l’Afrique subsaharienne ont représenté 33 milliards de dollars en 2016 et près de 60,5 milliards de dollars pour l’ensemble du continent[[19]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn19%22%20%5Co%20%22).

Pour mieux bénéficier de cette manne financière, les Etats africains doivent organiser la gestion ou la prise en charge de leurs diasporas en leur proposant des facilités et en garantissant la sécurité de leurs investissements. Egalement, les Etats doivent travailler avec les agences de transferts afin de baisser leurs prix. Ce qui pourrait entraîner une augmentation soit des volumes de transfert, soit des montants envoyés[[20]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn20%22%20%5Co%20%22).

**B- Les facteurs qui freinent le développement du continent africain**

L’Afrique qui dispose d’atouts naturels pour son développement économique et social et doté de richesses endogènes peine à décoller économiquement et ceci pour plusieurs raisons.

**1) l’instabilité politique freine fortement le développement**

Les délimitations des frontières des pays africains depuis les indépendances des pays africains ont été source de conflits. Les colonisateurs, responsables des délimitations ont séparé des peuples habitués à vivre ensemble, mais ont surtout rassemblé des ethnies et des tribus différents, dont la promiscuité a généré des violences comme au Nigéria au Tchad, Rwanda ou encore au Soudan[[21]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn21%22%20%5Co%20%22).

Egalement, le partage des ressources naturelles génèrent des tensions entres populations qui les partagent. Cette tension existe par exemple au Nigeria et à la République démocratique du Congo qui possèdent d’abondantes ressources naturelles mais dévastées par des guerres internes de nature ethnique et plus récemment religieuses.

De plus les Etas africains post-coloniaux n’étaient pas prêts et donc préparés à assurer la paix et la sécurité à l’intérieur de leur frontières. Ajouté à cela, l’existence de pouvoir politique autoritaire dans de nombreux pays du continent, sans la possibilité d’avoir une alternance à la tête de l’État.

En somme l’instabilité politique, les guerres civiles en Afrique ont au cours des dernières décennies arrêté d’innombrables progrès socio-économiques et ont privé particulièrement l’Afrique subsaharienne, de son développement.

**2) la mauvaise gouvernance et la corruption retardent le développement**

Malgré les progrès économiques effectués ces dernières années, la gouvernance reste un sérieux problème pour le continent africain. La mauvaise gouvernance entraîne de mauvaises élections, qui, normalement fragilisent les institutions, surtout la justice, et gène l’égalité des chances dans les pays du continent.

Les participants à la Conférence économique africaine ont relevé que la mauvaise gouvernance nuit à la transformation structurelle des économies africaines et freine le développement des activités économiques en Afrique et elle coûte cher[[22]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn22%22%20%5Co%20%22).

Les pratiques de corruption assèchent les caisses de l'Etat, portent atteinte au libre-échange et dissuadent les investisseurs. Selon la Banque mondiale, la corruption peut réduire le taux de croissance d'un pays de 0,5 à 1point de pourcentage par an[[23]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn23%22%20%5Co%20%22). Les recherches du FMI ont montré que les investissements réalisés dans les pays où la corruption sévie sont inférieurs d'environ 5% à ceux réalisés dans les pays relativement non corrompus[[24]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn24%22%20%5Co%20%22).

Depuis les indépendances des Etats africains, la corruption a freiné les projets d’infrastructures indispensables pour le développement et la transformation des matières premières et agricoles. Le fléau qui touche le continent est attribuable à l’ampleur de la corruption discrète, aux petits arrangements quotidiens qui plombent l’efficacité des services de l’Etat. Jusqu'à 30 milliards de dollars d'aide à l'Afrique, soit deux fois les produits intérieurs bruts annuels du Ghana, du Kenya et de l'Ouganda réunis, se sont retrouvés dans des comptes bancaires des hauts fonctionnaires à l'étranger[[25]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn25%22%20%5Co%20%22).

La Banque mondiale a révélé que le coût élevé qu'entraîne la corruption des fonctionnaires incite beaucoup d’entreprises à diminuer leurs charges fiscales en ne déclarant pas la totalité de leurs ventes, coûts et masse salariale.

Nombreux sont les pays en développement et les pays en transition qui subissent des pertes de recettes fiscales et douanières du fait d'actes de corruption. La contrebande, les opérations au noir et la falsification de la comptabilité favorisent la fraude fiscale.

Dans beaucoup de pays africain, le manque à gagner au niveau des recettes douanières et de l'impôt sur le revenu représentait 8 à 9% du produit intérieur brut (PIB), soit six à sept fois le montant que les pays affectaient à la santé[[26]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn26%22%20%5Co%20%22).

**3) un système éducatif défaillant**

Le continent africain manque cruellement de main-d’œuvre qualifiée. Une insuffisance dûe au faible accès aux systèmes éducatifs et à un taux important d’abandon scolaire. Les classes sont surchargées, le personnel éducatif insuffisant et de moins en moins qualifié et avec un très grand manque de matériel. On estime qu’en Afrique 56 % des enfants ne terminent pas le premier cycle se transformant en adultes analphabètes.

Seul un tiers environ des enfants fréquentent l’enseignement secondaire sur le continent[[27]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn27%22%20%5Co%20%22). La situation est encore plus préoccupante pour l’enseignement supérieur, avec un taux d’accès d’à peine un sur dix[[28]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn28%22%20%5Co%20%22). En effet, l’Afrique compte la moitié des enfants non scolarisés en âge de fréquenter l’école primaire et le premier cycle du secondaire dans le monde – soit quelque 60 millions de jeunes au total. Ce qui fait peser une menace grave sur la cohésion sociale et la productivité de la main-d’œuvre de demain[[29]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn29%22%20%5Co%20%22).

Les carences des systèmes éducatifs des pays africains au plan qualitatif sont remarquables à travers le manque de compétences essentielles et d’aptitudes capitales que présentent les étudiants. Egalement, il existe des disparités entre les sexes, qui s’aggravent fortement entre l’école primaire et l’enseignement supérieur. Les dispositions et les compétences disponibles également, ne répondent pas correctement aux besoins du marché du travail, par exemple, les programmes de formation professionnelle qui, trop rigides généralement, n’arrivent pas à s’accommoder assez rapidement aux besoins du marché du travail. Egalement, il y a peu de scientifiques et d’ingénieurs dans les secteurs qui soutiennent la mutation économique de l’Afrique,

Selon Didier Acouetey, président d'Africasearch, le continent forme «un peu trop de docteurs en sociologie et pas assez de plombiers au vu des besoins exprimés»[[30]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn30%22%20%5Co%20%22). Ces faiblesses systémiques contribuent à un taux de chômage élevé, en particulier chez les jeunes.

**C- Le continent africain est-il vraiment en phase de rattrapage réel ?**

Serions-nous en train d’approcher le siècle de l’Afrique, comme le rappelait le Président chinois Xi Jinping lors du sommet de Johannesburg de 2015, en citant Nelson Mandela, qui déclarait un jour: «Nous arrivons au siècle de l'Afrique, un siècle où l'Afrique aura sa place parmi les nations du monde[[31]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn31%22%20%5Co%20%22)».

Les questions de rattrapage et de convergence de l’Afrique avec le reste du monde se posent depuis plusieurs années en économie[[32]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn32%22%20%5Co%20%22). En 2016, dix des vingt économies les plus dynamiques de la planète sont africaines. Sur la période 2005-2015, c'étaient même douze des pays à plus fort taux de croissance, avec 8 % en moyenne, qui étaient situés sur ce continent ayant longtemps désespéré les économistes[[33]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn33%22%20%5Co%20%22).

**1) Pour une meilleure intégration régionale et une amélioration du climat des affaires.**

L'intégration économique régionale accélère la croissance et le développement en portant une série d'avantages liés à une meilleure collaboration politique, à un commerce intra-régional plus développé et à la création d'emplois. Egalement, les zones qui sont plus intégrées affrontent mieux les périodes de ralentissements de l'économie mondiale et ont une plus grande disposition d'acclimatation.

Ainsi, le renforcement de l'intégration régionale devient une priorité indispensable de la stratégie de développement de l'Afrique. Déjà, le libre-échange et la libre circulation entre les Etats membres sont devenus les piliers de l'Agenda 2063, récemment adopté par l'Union africaine[[34]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn34%22%20%5Co%20%22). Le commerce intra-régional devrait engendrer des gains de productivité beaucoup plus importants pour le continent. De tels gains boostent la croissance et réduisent la pauvreté et améliorent la sécurité alimentaire globale en faisant circuler, à moindres coûts, les denrées alimentaires et agricoles des régions excédentaires vers les régions déficitaires.

Le commerce intra-régional en Afrique est en augmentation depuis 2000. Les échanges commerciaux à l’intérieure du continent ont atteint 17,7% du total des exportations de la région en 2014, contre seulement 10% en 1995 et 2000[[35]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn35%22%20%5Co%20%22).

**2) Pour une bonne gouvernance.**

L’analyse du PNUD montre que les paramètres de gouvernance tels que les transitions démocratiques, la gestion financière publique et la stabilité ont un impact beaucoup plus important sur la croissance que les prix des matières premières ou l’augmentation des revenus de la classe moyenne[[36]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn36%22%20%5Co%20%22). Cela signifie que la voie de croissance à long terme de l'Afrique résultera d’une meilleure gestion des affaires politiques, économiques, sociales et environnementales existants afin d’accroître les effets de la bonne gouvernance sur la compétitivité, la croissance et le développement humain de l'Afrique.

Trois exemples classiques montrent que des réformes continues et la stabilité macroéconomique mènent à un accroissement de la croissance et à l'émergence d’un pays.[[37]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn37%22%20%5Co%20%22)

La mise en place d’une politique budgétaire qui accompagne la croissance, et l’amélioration de la gestion de l’inflation et de l’épargne nationale et l’environnement des affaires dans des pays comme le Maroc, l’Ethiopie le Gabon et la Côte d’Ivoire ont boosté la croissance.

Ces pays ont pris des résolutions pour une plus grande participation populaire dans la gouvernance de leur pays et garantir des politiques de stabilité macroéconomique, des réformes du secteur public afin de diminuer la corruption, améliorer la productivité et les services. De même, ils ont mis en place des contrats sociaux solides pour affermir la participation, l'autonomisation et la responsabilisation, conditions nécessaires pour le développement humain. Un exemple qui illustre la volonté de créer un environnement propice aux investissements est la mise en place du passeport africain, qui est délivré aux chefs d'entreprises régionaux et à d'autres investisseurs institutionnels pour faciliter leurs déplacements sur le continent. Egalement, les pays de l'Afrique subsaharienne ont mis en place 80 réformes dans 37 pays (48 pays composent la région) en 2015. Ce chiffre représente près du tiers des réformes enregistrées dans le monde. En bref, l'Afrique subsaharienne a occupé la première place parmi les régions, avec le plus grand nombre de réformes à l'échelle mondiale[[38]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn38%22%20%5Co%20%22).

**3) Les réussites économiques sont possibles pour la plupart des pays africains.**

Les critères mondiaux utilisés pour désigner les réussites sont: les réalisations et les résultats identifiables dans le domaine du développement et fournissant des possibilités de généralisation[[39]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn39%22%20%5Co%20%22).

Dans cette recherche, nous choisirons trois pays différents (Tanzanie, Cap vert, et l’Ouganda) pour analyser les causes de leurs réussites.

Ces quinze dernières années, la Tanzanie a beaucoup amélioré sa prouesse économique grâce à la mise en place d’une série de réformes économiques globales. Ces réformes ont transformé l’économie dirigée du pays en une économie de marché. À partir du milieu des années 1990, la macroéconomie s’est stabilisée, l’inflation a décliné pour passer sous la barre des 10% et la croissance économique s’est améliorée. Le processus de réformes tanzanien s’est renforcé au début de l’année 1996. La première phase a été caractérisée par le passage partiel à l’économie de marché et la seconde a été consacrée à la mise en place de réformes structurelles profondes.

Les autorités politiques ont mis en œuvre des nouvelles politiques fiscales et monétaires pour contrôler l’inflation, consolider le budget et reformer la gestion des finances publiques, privatiser et réformer des entreprises publiques et encourager les initiatives privées. La stabilisation macroéconomique et les réformes structurelles avaient un rôle très important pour stimuler les IDE, qui ont constitué un facteur fondamental pour soutenir la forte croissance des secteurs non-agricoles. Des incitations fiscales en direction des investisseurs étrangers[[40]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn40%22%20%5Co%20%22), tout particulièrement dans le secteur minier, ont également participé à l’octroi de nouveaux IDE.

Le Cap vert est un autre exemple de réussite. Ce pays qui est passé d’une catégorie à une autre à savoir de pays à faible revenu à un pays à revenu moyen en 2007, ce passage est dû en grande partie au développement de l'industrie du tourisme. À l'image des Seychelles et de l'île Maurice, l’ensemble de l’économie profite des retombés financiers. Depuis 1991, le gouvernement a mis en place une série de résolutions visant à privatiser l’économie capverdienne et à encourager les investissements dans le secteur de tourisme.

En ce qui concerne l’Ouganda, au cours des dix dernières années, l’industrie de la pêche dans ce pays s’est développée d’une façon remarquable. Les usines de transformation du poisson ont mis en place des cahiers de charges très exigeants au niveau des normes de sécurité alimentaire. Désormais, l’industrie du poisson est la première industrie d'exportation du pays: elle est passée de 15 millions de dollars en 1994 à environ 120 millions ces dernières années. Les exportations de poisson représentent plus 6% du revenu national brut. On estime que 700 000 Ougandais sont employés, directement ou indirectement par cette industrie[[41]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn41%22%20%5Co%20%22). Le développement du secteur de la pêche a également aidé à assurer la sécurité alimentaire du pays.

**Conclusion**

«L'Afrique n'a pas besoin d'argent mais plutôt d'organisation car nous avons beaucoup d'argent»[[42]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftn42%22%20%5Co%20%22). Le continent africain dispose de potentiel et ce n'est plus à démontrer et les perspectives sont aussi encourageantes. Il se trouve également, dans le continent beaucoup d'opportunités qui peuvent combler ses propres besoins, mais reste que la vraie problématique tient à la mauvaise gouvernance, ce qui freine la dynamique de développement.

Le sous-développement n'est pas une fatalité. Pour redresser la barre, les Etats africains doivent mettre en place des systèmes de gouvernances économiques efficaces, avec pour principes le respect de la loi, la transparence et le partage efficace des rôles entre secteurs publics et privés. Les États doivent jouer des rôles décisifs dans la transformation des économies, et se montrer clairvoyants. Les Etats du continent également doivent renforcer le commerce intra-africain pour être beaucoup plus concurrentiels et surtout résister aux crises mondiales.

Aujourd’hui, nous ne pouvons pas porter sur ce continent un regard synthétique tant il est hétérogène. Il y a l’Afrique des drames dont les frontières sont mobiles avec des pays qui s’enfoncent dans la souffrance et les violences. L’économie du Zimbabwe s’effondre, la crise humanitaire au Sud Soudan persiste, les tensions au Niger et en RD Congo ne s’éteignent pas. Voilà l’Afrique. Mais il existe aussi une Afrique du succès, prospère avec des pays qui renouent avec le développement économique et qui s’installent dans la stabilité. Le Maroc qui fait partie du club restreint des pays dont le PIB dépasse les 100 milliards de dollars et l’Afrique du Sud qui a une économie très diversifiée et qui pèse 276 milliard de dollars. Le Botswana, le Mozambique ou encore l’île Maurice ont su engendrer, ces deux dernières décennies, une croissance économique supérieure à 4 % par habitant et par an en moyenne. La Commission des Nations Unies pour l’Afrique considère déjà comme crédibles et légitimes une vingtaine de systèmes électoraux au sud du Sahara. Les opinions publiques s’expriment plus librement. La proportion de jeunes qui savent lire et écrire a plus que doublé ces vingt dernières années, et une classe moyenne émerge.

L'Afrique possède des ressources qui lui permettent de construire son destin au-delà du simple fait d'y croire. Ses richesses économiques et humaines peuvent, lorsqu’elles ne sont pas délibérément détruites, permettre de percevoir l’avenir avec un certain optimisme. L’Afrique a donc le potentiel pour se développer, à elle d’en avoir la volonté.

**Bibliographie.**

**Livres**

1- Coquery-Vidrovitch, Petite histoire de l’Afrique, éd. La Découverte, 2016, p 231.

2- Dumontrer Brigitee, Stadnicki Roman, Magrin Gerard, Mutin serge, Geopolitique de l’Afrique et du Moyen-Orient, éd. Nathan, 2017, p 430.

3- Lugan Bernard, Osons dire la vérité à l’Afrique, éd. Rocher, 2015, p 224.

4- Smith Stephen, La ruée vers l’Europe: la jeune Afrique en route vers le vieux continent, éd. Grasset.2008, p 272.

**Articles:**

5-Jeaques Deveaux, 60 milliards de dollars: l’argent des migrants, bouée de l’économie africaine, 25-01-2018,http://geopolis.francetvinfo.fr/60-milliards-de-dollars-l-argent-des-migrants-bouee-de-l-economie-africaine-177037

6- Anjara Lalaina Jocelyn Rakotoarisoa, Corruption et croissance économique à Madagascar, 30 juin 2018 https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01826884

7- Elie Nkamgueu, Jean-Michel Severino et Lionel Zinsou, «La manne de la diaspora africaine peut être davantage investie dans les entreprises du continent», 16-02-2018, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/02/16/la-manne-de-la-diaspora-peut-etre-davantage-investie-dans-les-entreprises-africaines\_5258134\_3212.html.

8- Jean Michel Severino, Europe -Afrique dérive des continents ou le paradoxe du rendez-vous manque, Le Point, 16-04-2010,http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/04/16/europe-afrique-la-derive-des-continents-ou-le-paradoxe-du-rendez-vous-manque-par-jean-michel-severino-et-olivier-ray\_1334590\_3232.html#Lt1EQG0IrdZGMbOu.99

9-Vera Songwe, L'intégration économique en Afrique: un processus en cours, 22 decembre 2016,http://www.ocppc.ma/publications/lint%C3%A9gration-%C3%A9conomique-en-afrique-un-processus-en-cours

**Rapports**

10- ARCADIA, sous la direction de Philippe Chalmin et Yves Jegourel,

l’Afrique et les marches mondiaux de matières premièresAnnual report on commodity analytics and dynamics in Africa,2016

http://www.ocppc..ma/sites/default/files/Rapport%20Arcadia%20Fran%C3%A7ais%20DER.pdf

11- La Banque africaine de développement, rapport, l’Afrique dans 50 ans, vers une croissance inclusive, Tunis, Tunis, 2011.

12- La Banque africaine de développement, Bâtir des systèmes éducatifs africains pour un avenir prospère, 16 mars 2017, https://www.afdb.org/fr/blogs/economic-growth-human-and-social-development/post/building-africas-education-systems-for-a-prosperous-future-16831/.

13-La Banque Mondiale, les réussites africaines: répertorier les exemples, http://blogs.worldbank.org/africacan/fr/les-reussites-africaines-repertorier-les-exemples.

14- CNUCED, rapport sur l’investissement, dans le monde 2017. http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/wir2017\_overview\_fr.pdf

15-UN,Ihuona Antaga Une Afrique intégrée:une aubaine pour le secteur privé,

Aout-nov 2017,https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/ao%C3%BBt-novembre-2017/une-afrique-int%C3%A9gr%C3%A9e-une-aubaine-pour-le-secteur-priv%C3%A9.

16-Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique,rapport sur les indicateurs des capacités en Afrique,2011,

https://www.acbf-act.org/sites/default/files/ACI%202011%20French.pdf.

**Sites internet**

17- La diaspora africaine, une puissance financière, 9-05-2015, https://www.huffingtonpost.fr/patrick-ndungidi/la-diaspora-africaine-une-puissance-financiere\_b\_7747420.html.

18-l’Afrique concentre la moitié des pays à plus forte croissance de la planète, 27/09/2016,https://www.lesechos.

fr/27/09/2016/LesEchos/22285-020-ECH\_l-afrique-concentre-la-moitie-des-pays-a-plus-forte-croissance-de-la-planete.htm.

19- L’Afrique est-elle partie mars 017 https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/3156?file=1.

20- L’Afrique un pénitentiel énergétique énorme et varié, le 2 mars 2016 https://www.planete-energies.com/fr/medias/decryptages/l-afrique-un-potentiel-energetique-enorme-et-varie.

21-Le Point Afrique, Investissements directs étrangers:l'Afrique poursuit sa mutation,10-06-2018,

http://afrique.lepoint.fr/economie/investissements-directs-etrangers-l-afrique-poursuit-sa-mutation-10-06-2018-2225841\_2258.php.

**Conférences et congrès**

22- Conférence internationale sur l'émergence de l'Afrique tenue à Abidjan Conférence internationale sur l’émergence de l’Afrique Abidjan, Côte d’Ivoire, 28-03-2017 http://www.africa-emergence.com/.

23- Dixième congrès des NU pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, le cout de la corruption,

http://www.un.org/french/events/10thcongress/2088bf.htm.

24- L’édition 2017 de la Conférence économique africaine (CEA) Organisé conjointement par la BAD, l’UNECA et le PNUD, https://afrique.latribune.fr/politique/gouvernance/2017-12-07/la-mauvaise-gouvernance-freine-le-developpement-en-afrique-760747.html.

**Dossiers**

25-La corruption coupable de la dégradation de l’économie et du développement social 27-12-2015,

http://www.orange.mg/actualite/corruption-coupable-degradation-leconomie-et-developpement-social.

26- Mahaman, Sani, Secteur non enregistré et mobilisation fiscale dans les pays en développement (PED): le cas des pays d’Afrique au sud du Sahara (PASS), 26 janv 2009, https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00356166/document.

[[1]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref1%22%20%5Co%20%22)-  Jean Michel Severino, Europe -Afrique dérive des continents ou le paradoxe du rendez-vous manque, Le Point, 16-04-2010, http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/04/16/europe-afrique-la-derive-des-continents-ou-le-paradoxe-du-rendez-vous-manque-par-jean-michel-severino-et-olivier-ray\_1334590\_3232.html#Lt1EQG0IrdZGMbOu.99.

[[2]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref2%22%20%5Co%20%22)- Banque africaine de développement (Rapport), l’Afrique dans 50 ans, vers une croissance inclusive, Tunis, Tunis, 2011.

[[3]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref3%22%20%5Co%20%22)- Le terme de pays à revenu intermédiaire renvoie à la typologie de classement des pays par la Banque mondiale en fonction de leur revenu national brut (RNB) par habitant.

      Les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure: entre 4 086 et 12,615 dollars.

[[4]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref4%22%20%5Co%20%22)- S.Smith, La ruée vers l’Europe: la jeune Afrique en route vers le vieux continent, éd. Grasset.2008, p127.

[[5]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref5%22%20%5Co%20%22)- ARCADIA, sous la direction de Philippe Chalmin et Yves Jegourel,  l’Afrique et les marches mondiaux de matières premières,

Annual report on commodity analytics and dynamics in Africa, 2016 http://www.ocppc.ma/sites/default/files/Rapport%20Arcadia%20Fran%C3%A7ais%20DER.pdf.

[[6]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref6%22%20%5Co%20%22)- Idem.

[[7]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref7%22%20%5Co%20%22)- IARCADIA, sous la direction de Philippe Chalmin et Yves Jegourel,l’Afrique et les marches mondiaux de matières premières, op.cit.

[8]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref8%22%20%5Co%20%22)- Idem.

[[9]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref9%22%20%5Co%20%22)- L’Afrique un pénitentiel énergétique énorme et varié, le 2 mars 2016 https://www.planete-energies.com/fr/medias/decryptages/l-afrique-un-potentiel-energetique-enorme-et-varie.

[[10]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref10%22%20%5Co%20%22)- Est une compagnie britannique, basée à Londres qui s'occupe de prospection et d'exploitation de gisements pétroliers et gaziers.

[[11]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref11%22%20%5Co%20%22)- Par exemple, en Éthiopie, les femmes ayant fait des études secondaires ont d’un peu moins de 2 enfants par femme, ce qui est en-deçà du seuil de renouvellement des générations.

[[12]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref12%22%20%5Co%20%22)- Le Ghana, un modèle de réussite en Afrique, est devenu une démocratie stable et paisible, en bonne voie d’atteindre son objectif de devenir un pays à revenu intermédiaire d’ici 2020. Depuis 1992, cinq élections démocratiques consécutives se sont déroulées dans la paix.

[[13]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref13%22%20%5Co%20%22)- Cette tendance à la baisse n’affecte pas seulement le continent africain, c’est un phénomène mondial. Les flux à destination des pays en développement ont enregistré une baisse de 14 % et ceci dans un contexte marqué par une croissance économique faible.

[[14]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref14%22%20%5Co%20%22)-Rapport du CNUCED sur l'investissement dans le monde en 2018, 06-06-017. http://unctad.org/fr/

PublicationsLibrary/wir2017\_overview\_fr.pdf.

[[15]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref15%22%20%5Co%20%22)- Idem

[[16]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref16%22%20%5Co%20%22)-Par exemple celle de Bole Lemi Industrial, près d'Addis-Abeba, et qui essaye d’attirer des manufacturiers des secteurs agricole, pharmaceutique et textile dont les produits à valeur ajoutée seront destinés à l'exportation.

[[17]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref17%22%20%5Co%20%22)- Le rapport du CNUCED du 2016 a que «L'Egypte a promulgué la loi sur les permis industriels et ses règlements d'application, visant à faciliter les procédures d'obtention de licences pour les établissements industriels.»

[[18]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref18%22%20%5Co%20%22)- Jeaques Deveaux, 60 milliards de dollars: l’argent des migrants, bouée de l’économie africaine, 25-01-2018,http://geopolis.francetvinfo.fr/60-milliards-de-dollars-l-argent-des-migrants-bouee-de-l-economie-africaine-177037

[[19]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref19%22%20%5Co%20%22)-  Elie Nkamgueu, Jean-Michel Severino et Lionel Zinsou, «La manne de la diaspora africaine peut être davantage investie dans les entreprises du continent», 16-02-2018, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/02/16/la-manne-de-la-diaspora-peut-etre-davantage-investie-dans-les-entreprises-africaines\_5258134\_3212.html.

[[20]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref20%22%20%5Co%20%22)- Selon la Banque mondiale, baisser le coût des transferts à 5% pourrait faire économiser quatre milliards de dollars à la diaspora africaine La diaspora africaine, une puissance financière, 9-05-2015, https://www.huffingtonpost.fr/patrick-ndungidi/la-diaspora-africaine-une-puissance-financiere\_b\_7747420.html.

[[21]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref21%22%20%5Co%20%22)-  C.Coquery-Vidrovitch, Petite histoire de l’Afrique, éd. La Decouverte, 2016.

[[22]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref22%22%20%5Co%20%22)-  L’édition 2017 de la Conférence économique africaine (CEA) qui vient de se tenir du 4 au 5 décembre à Addis Abeba. Organisé conjointement par la Banque africaine de développement (BAD), la Commission des Nations unies pour l'Afrique (UNECA) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), https://afrique.latribune.fr/politique/gouvernance/2017-12-07/la-mauvaise-gouvernance-freine-le-developpement-en-afrique-760747.html.

[[23]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref23%22%20%5Co%20%22)-  Anjara Lalaina Jocelyn Rakotoarisoa, Corruption et croissance économique à Madagascar, 30 juin 2018 https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01826884,

[[24]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref24%22%20%5Co%20%22)- La corruption coupable de la dégradation de l’économie et du développement social Dossier 27-12-2015,http://www.orange.mg/actualite/corruption-coupable-degradation-leconomie-et-developpement-social

[[25]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref25%22%20%5Co%20%22)-  Dixième congrès des NU pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, le cout de la corruption, http://www.un.org/french/events/10thcongress/2088bf.htm.

[[26]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref26%22%20%5Co%20%22)-  Mahaman, Sani, Secteur non enregistré et mobilisation fiscale dans les pays en développement (PED): le cas des pays d’Afrique au sud du Sahara (PASS),26 janv 2009, https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00356166/document.

[[27]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref27%22%20%5Co%20%22)-  Groupe de la banque africaine de développement, Bâtir des systèmes éducatifs africains pour un avenir prospère, 16 mars 2017, https://www.afdb.org/fr/blogs/economic-growth-human-and-social-development/post/building-africas-education-systems-for-a-prosperous-future-16831/.

[28]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref28%22%20%5Co%20%22)- Les taux sont trois fois plus élevés dans les autres pays en développement.

[[29]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref29%22%20%5Co%20%22)- B. Lugan, Osons dire la vérité à l’Afrique, éd. Rocher, 2015, p.186.

[[30]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref30%22%20%5Co%20%22)-Les Echos, l’Afrique concentre la moitié des pays à plus forte croissance de la planète, 27/09/2016, https://www.lesechos

.fr/27/09/2016/LesEchos/22285-020-ECH\_l-afrique-concentre-la-moitie-des-pays-a-plus-forte-croissance-de-la-planete.htm.

[[31]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref31%22%20%5Co%20%22)- L’Afrique est-elle partie mars 017 https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/3156?file=1.

[[32]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref32%22%20%5Co%20%22)- Le rattrapage économique peut être défini comme la tendance des pays en développement à croître plus vite que les pays industrialisés. Le terme de «convergence» est également employé pour décrire cette tendance mais il concerne plus particulièrement le rapprochement des niveaux de vie entre pays ayant les mêmes conditions de croissance.

[[33]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref33%22%20%5Co%20%22)- Les Echos, l’Afrique concentre la moitié des pays à plus forte croissance de la planète, op.cit.

  Agenda 2063, l’Afrique que nous voulons, ce document de l’Union Africaine aspire à: une Afrique prospère fondée sur la croissance inclusive et le développement durable, Un continent intégré, uni sur le plan politique et ancré dans les idéaux du Panafricanisme et la vision de la Renaissance africaine.  Une Afrique où bonne gouvernance, démocratie, respect des droits de l’homme, justice et état de droit.

[[34]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref34%22%20%5Co%20%22)-  Une Afrique où bonne gouvernance, démocratie, respect des droits de l’homme, justice et état de droit sont à l’ordre du jour. Une Afrique vivant dans la paix et dans la sécurité. Une Afrique vivant dans la paix et dans la sécurité. Une Afrique dotée d’une forte identité, d’un patrimoine commun, et de valeurs et d’éthique partagées.  Une Afrique dont le développement est axé sur les populations, qui s’appuie sur le potentiel de ses populations, notamment celles des femmes et des jeunes, qui se soucie du bien-être des enfants. Et une Afrique qui agit en tant qu’acteur et partenaire forts, unie et influente sur la scène internationale https://au.int/sites/default/files/pages/3657-file-agenda2063\_popular\_version\_fr.pdf.

[[35]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref35%22%20%5Co%20%22)- Vera Songwe, L'intégration économique en Afrique: un processus en cours, 22decembre 2016, http://www.ocppc.ma/publications/lint%C3%A9gration-%C3%A9conomique-en-afrique-un-processus-en-cours.

[[36]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref36%22%20%5Co%20%22)- Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, rapport sur les indicateurs des capacités en Afrique, 2011, https://www.acbf-pact.org/sites/default/files/ACI%202011%20French.pdf.

[[37]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref37%22%20%5Co%20%22)- La base des données nationales présentées à la Ccnférence internationale sur l'émergence de l'Afrique tenue à Abidjan Conférence internationale sur l’émergence de l’Afrique Abidjan, Cote d’Ivoire, 28-03-2017 http://www.africa-emergence.com/.

[[38]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref38%22%20%5Co%20%22)-Vera Songwe, L'intégration économique en Afrique: un processus en cours, 22decembre 2016, http://www.ocppc.ma/

publications/lint%C3%A9gration-%C3%A9conomique-en-afrique-un-processus-en-cours.

[[39]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref39%22%20%5Co%20%22)-La Banque Mondiale, les réussites africaines: répertorier les exemples, http://blogs.worldbank.org/africacan

/fr/les-reussites-africaines-repertorier-les-exemples.

[[40]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref40%22%20%5Co%20%22)-Dotations aux amortissements, des reports indéfinis des pertes, des exemptions des droits à l’importation et de la taxe sur la valeur ajoutée ainsi que certaines exonérations fiscales temporaires.

[[41]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref41%22%20%5Co%20%22)- La Banque Mondiale, les réussites africaines: répertorier les exemples, op.cit.

[[42]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99afrique-vers-un-meilleur-avenir%22%20%5Cl%20%22_ftnref42%22%20%5Co%20%22)-Kabirou Mbojie (homme d’affaire franco-sénégalais), cité par Aboubacar Yacouba Barma, Africa Convergence 2017: pour que l'Afrique tourne le dos à ses vieux démons, 29-09-2017, https://afrique.latribune.fr/decideurs/2017-09-29/africa-convergence-2017-pour-que-l-afrique-tourne-le-dos-a-ses-vieux-demons-752365.html.

**أفريقيا: نحو مستقبل أفضل؟**

هل القرن الحادي والعشرين هو قرن القارة الأفريقيّة؟ هذه العبارة تردّدت على ألسن الاقتصاديين في السّنوات القليلة الماضية. تغيّرت رؤية العالم لهذه القارّة وأصبحت محطّ أنظار دول العالم، بسبب النّمو المطّرد الذي تشهده.

تزخر أفريقيا بموارد طبيعيّة هائلة، إذ تُعتبر من أغنى القارات، وتمتلك مخزوناً هائلاً من المعادن ومصادر الطّاقة، ثلث احتياطي الثروات المنجميّة في العالم، وتمتلك نحو ٤٠ في المئة من الذهب.

على الرغم من ثرواتها الهائلة، إلّا أنّ اسمها اقترن بالفقر لعدم استغلالها هذه الثّروات، إذ ثمّة معوّقات كانت تقف في وجه تحقيق التّنمية في القارة مثل الفساد الإداري، وانخفاض مستوى التّعليم، وخدمة الديون الخارجيّة، بالإضافة إلى الأثار السلبيّة التي تركها الاستعمار، والتي أعاقت بدورها التّنمية كانتشار الحروب الإثنية، والتّبعيّة الاقتصادية، ما يحرم القارّة من الاستقرار السّياسي والاقتصادي.

في الأعوام الأخيرة، بدأت ملامح تحوُّلات في أفريقيا، وباتت القارّة قبلة المستثمرين الدولييّن، وقد ارتفع حجم الاستثمار الأجنبي المباشر في أفريقيا ارتفاعًا كبيرًا.

إنّ أفريقيا تنمو بوتيرة سريعة حيث تعتبر إحدى المناطق الأكثر نموًّا في العالم، كما أنّ الدّخل الحقيقي لأفراد القارّة ارتفع ٣٠ في المئة خلال السنوات العشر الماضية، بينما لم يرتفع سوى ١٠ في المئة خلال السنوات العشرين السابقة، وفي الوقت ذاته يُتوقّع أن ينمو اقتصادها سنويًا بمعدّل ٦ في المئة في العقد المقبل.

قد تمثّل أفريقيا «قارّة المستقبل» إذا أحسنت استغلال ثرواتها، واستثمرت قواها ومواردها البشريّة من أجل التحوّل إلى اقتصاد قائم على الصّناعة ومن ثمّ اقتصاد قائم على المعرفة .

هل ستكون أفريقيا، القوّة الصّناعية القادمة؟ وهل ستصبح المصنع التالي للعالم؟ هل النّمو في القارّة هو دوري أو هيكلي؟ أخيرًا، هل يمكننا أن نفكّر في إدارة شؤون العالم من دون أفريقيا؟

في هذه الورقة البحثيّة، سنناقش نقاط القوة والضّعف في أفريقيا ونحلّل الآفاق الاقتصادية الأساسيّة لمعالجة القضيّة المركزيّة وهي: هل القارّة الأفريقيّة قادرة أن تكون في طور اللّحاق بركب القوى الاقتصادية للدّول الصّاعدة؟